

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique – 14 février 2009.

Les communistes belges et espagnols en Belgique

ENCISO Y BERGÉ, Angel

2009, 6 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangers_en_belgique_-_6_communistes_belges_et_espagnols_en_belgique.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : ENCISO Y BERGÉ, Angel, « Les communistes belges et espagnols en Belgique », in *Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique – 14 février 2009*, Bruxelles, CARCoB, 2009, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangers_en_belgique_-_6_communistes_belges_et_espagnols_en_belgique.pdf >, (date de consultation).

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique
14 février 2009

6.

Les communistes belges et espagnols en Belgique

Le contexte

Si l'on veut considérer les relations entre le Parti Communiste de Belgique (PCB) et l'organisation du Parti Communiste d'Espagne en Belgique (PCE(B)), il faut nécessairement tenir compte de la solidarité avec l'Espagne républicaine et avec la lutte antifranquiste. Cette solidarité ne fut pas une exclusivité du PCB. D'autres organisations, parfois animées par des anciens du PCB, ont aussi donné leur contribution. Mais ceci n'enlève rien à l'apport très important du PCB.

Venant de Belgique, l'aide à l'Espagne républicaine fut considérable : Brigades Internationales, accueil d'orphelins, amicales, actions des syndicats et des partis etc. Cette solidarité fut en partie transformée en aide à la lutte antifranquiste.

Il y a en Belgique, jusqu'à la mort de Franco, un climat très favorable aux antifranquistes et ce climat a permis au PCE(B) d'exercer en Belgique ses activités sans trop de difficultés. Un climat positif régnait dans les organisations syndicales et politiques de gauche, dans les associations qui leur étaient proches. Mais aussi des organisations du centre, et même de droite, suivaient à l'occasion ou bien n'osaient pas s'opposer.

L'arrivée des immigrés espagnols

Dans ce contexte, l'arrivée d'un nombre très important de travailleurs immigrés espagnols a introduit des données nouvelles. Entre 1956 et 1966, d'abord pour les mines et ensuite pour la construction et l'industrie, arrive une population espagnole de travailleurs qui atteindra, vers la fin des années 70, le chiffre de quatre-vingt mille personnes. Pour moitié, ils s'établissaient à Bruxelles, pour un quart à Liège et le reste disséminé à Charleroi, Anvers, dans le Limbourg etc. C'est donc une population fort regroupée et l'action politique va s'en trouver favorisée.

A propos de ces travailleurs espagnols, on a parlé d' « immigration économique ». Ils auraient rencontré en Belgique quelques compatriotes réfugiés de la guerre civile ou des enfants adoptés après le conflit. C'est certes vrai, mais l'essentiel n'est pas là. Cette émigration « économique » était aussi « politique ». Parmi les immigrés espagnols, il y avait des travailleurs qui connaissaient les nouvelles luttes ouvrières antifranquistes en

Espagne. Un nombre important de ces immigrés venaient des Asturies : asturiens eux-mêmes, ou immigrés de l'intérieur (Andalousie, Extremadure etc.), travaillant dans les mines ou la sidérurgie et ayant vécu dans le berceau la naissance des Commissions Ouvrières (CC.OO.). Pour eux, parler ou entendre parler d'opposition au franquisme n'était pas une nouveauté.

Ces migrants étaient relativement jeunes, ils avaient entre 30 et 40 ans pour la plupart et n'avaient donc pas participé eux-mêmes à la guerre civile (1936-39). Par contre, ils avaient connu la misère, la répression et l'incroyable cruauté sociale de l'après-guerre en Espagne.

De son côté, le PCE n'a jamais fait de distinction entre immigrés politiques et économiques, à la différence du PSOE où cette distinction était plus courante. Pour le PCE, tous les travailleurs étaient potentiellement antifranquistes. Ce fut la raison de l'importante présence du PCE parmi les migrants espagnols d'Europe occidentale dans les années 60-70 du siècle passé. Un mélange réussi d'anciens combattants, de nouveaux militants antifranquistes et de migrants économiques. L'obligation de quitter le pays pour ces derniers témoignait d'une manière tangible de l'échec du régime franquiste.

Le PCE(B) et le PCB

Le PCE(B) s'est inscrit dans ce contexte de solidarité avec les luttes antifranquistes en Belgique et a contribué, au sein du PCE, à la création d'organisations dans l'émigration, notamment en Hollande et au Luxembourg.

Pour être plus précis, disons qu'en Belgique nous étions une organisation d'environ un millier de camarades, mais avec une capacité de mobilisation 4 à 5 fois supérieure.

Et si ceci a pu être réalisé, entre 1956 et 1980, c'est aussi grâce à l'accueil, l'appui, l'aide du PCB.

Le PCB avait, au sein du mouvement communiste international, une position très singulière : il acceptait sur son territoire l'existence de partis frères parmi les immigrés. Est-ce le résultat de la présence d'Italiens dans les années 30 ? Je ne sais pas, mais pour nous, au PCE, le fait était là : pour le PCE(B), la reconnaissance en Belgique, le respect, la solidarité, l'aide, il faut le dire, fut constant et sans faille.

Il y a eu une solidarité du PCB à l'égard du PCE très efficace. L'imprimerie du PCB a fait sortir régulièrement *Nuestra Bandera* (revue théorique du PCE), *Mundo Obrero* (journal du PCE) : un tirage d'appoint d'autant plus utile que notre situation en France était très précaire : après 1968, *Mundo Obrero* était interdit en France. *Information espagnole* (anciennement *Libertad para España*, interdite aussi en France sous ce titre) : le bimensuel du PCE, tiré à dix mille exemplaires, spécialement adressé aux migrants espagnols en Europe occidentale. Il y a eu aussi quelques tirages complémentaires d'ouvrages de Santiago Carrillo et les actes des 7^e et 8^e Congrès du PCE.

D'autre part, les camarades poursuivis en Espagne ou en France ont pu s'installer en Belgique grâce au PCB. Il ne faut pas oublier qu'à la fin de la guerre d'Algérie, lorsque l'OAS s'est installée en Espagne, Franco et De Gaulle ont conclu un accord : le premier contrôlerait l'OAS et le second s'engageait à surveiller de près le PCE. Le PCE a demandé de l'aide au PCB qui a répondu immédiatement.

Mais au-delà de cette solidarité du PCB vis-à-vis du PCE, il y a aussi l'aide au PCE(B), pour qu'il puisse exister et fonctionner.

Les militants du PCE(B) avaient d'abord besoin de mettre sur pied leur solidarité avec les luttes en Espagne et leurs dénonciations en Belgique de la répression franquiste, pour maintenir isolé ce régime sur la scène internationale. Pour que les Ambassades franquistes soient neutralisées, tant vis-à-vis de la Belgique que des migrants.

Le PCB n'a pas voulu, très justement, que leur solidarité reste entre « partis frères ». Ils nous ont orientés vers des Brigadistes, anciens résistants, anciens déportés etc. même quand ils n'étaient pas communistes, ou quand ils étaient d'anciens communistes. Il n'y a eu aucun sectarisme sur cette question. Par exemple, les Amitiés Républicaines Belgo-Espagnoles, avec C. Mattart, ancien membre du PCB, ont joué un rôle exemplaire. Manifestations, meetings, fêtes, protection juridique etc. ont reçu un appui considérable, surtout à Bruxelles et à Liège. Si dans la première, le soutien venait des « Amitiés », à Liège, c'étaient les Brigadistes. Sans oublier l'aide de la FGTB vers laquelle le PCB nous a orienté, tout en sachant que l'aide syndicale était canalisée par le PSOE et que nous devons donc solliciter ce dernier pour obtenir l'appui de la FGTB.

Méritent une mention à part les Clubs Garcia Lorca : ces clubs ont permis au PCE en Belgique de vivre, de s'organiser et de rentrer en contact avec les migrants espagnols de Belgique. Véritables clubs ouvriers, ils ont été incontestablement le point d'appui essentiel de l'activité sociale, culturelle et politique du PCE(B). Bruxelles, Liège, Charleroi, ont été les lieux d'implantation de ces clubs et toute tentative de l'Ambassade d'Espagne de les concurrencer fut un échec retentissant. En Belgique, la représentation franquiste fut toujours marginalisée. Certes par l'action du PCE(B) mais aussi grâce à l'appui constant du PCB. Même pour des causes « difficiles », qui partaient de ces clubs pour attaquer l'Ambassade ou le consulat, manifestations spontanées, violentes parfois, au moment du procès de Burgos, du procès 1001 contre les CC.OO., ou lors des dernières exécutions franquistes, nos camarades belges ne nous ont pas lâchés, ni face à la police ni devant la justice. Nous savions qu'ils étaient là et c'était pour nous une grande sécurité.

Or l'installation, le fonctionnement des Clubs Garcia Lorca, ne fut possible que grâce au PCB. Même si, par ailleurs, le PCB voulait que des Belges non communistes fassent eux aussi partie des conseils d'administration. Impossible de ne pas mentionner ici Raoul Baligand : il y est allé de ses propres deniers pour que nous puissions acheter le local de la rue des Foulons. Impossible de ne pas mentionner Jacques Moins, notre « avocat »; il se serait bien passé de certaines de nos incartades aux relents anarchistes,

mais il était toujours là, au Palais de justice ou au commissariat de police.

Lorsque des grandes fêtes politiques étaient organisées (à Bruxelles, il y en avait une organisée à l'échelle internationale qui réunissait plus de 5000 personnes et trois au niveau local qui rassemblaient entre 1500 et 2000 participants chacune, chaque année). La « législation » de ces soirées venait directement du PCB. Ces fêtes ont donné une contribution économique très importante au PCE et au CC.OO, aux prisonniers, aux grévistes etc. et elles permettaient aussi à de nombreux migrants espagnols de prendre contact avec le PCE(B). Si par la suite, la participation du PCE(B) à la fête du *DR* fut généralement assez brillante, ce n'était qu'un juste retour des choses.

Bien sûr, il y avait des questions de politique internationale où l'orientation du PCE et du PCB était fort divergente. Les deux partis avaient vécu la déstalinisation de manière très différente. La Chine, la Tchécoslovaquie, l'eurocommunisme, ont été des motifs très importants de divergences entre nous. Ceci n'a jamais porté atteinte à la solidarité. Jamais le PCB ne s'est servi des scissions stalinistes dans le PCE pour nous déstabiliser. Par exemple, Raoul Baligand qui ne pensait pas comme nous, qui était idéologiquement plus proche de certaines scissions du PCE n'a jamais essayé de nous diviser. A Liège non plus, il n'y a pas eu de tentatives locales de déstabilisation.

Une question mérite encore d'être posée : toute cette aide, cette collaboration était centrée sur l'Espagne, c'est vrai. Et pourtant, la politique d'immigration du PCE et aussi l'existence même du PCE(B) ouvrait nécessairement un autre chantier, le chantier de l'action sociale, syndicale et politique des migrants espagnols vis-à-vis de la Belgique.

C'est évidemment un chapitre moins fourni et qui malheureusement est resté à l'état d'ébauche la plupart du temps. Un chapitre clos au début des années 80 : non pas à cause de la disparition des migrants, mais par la disparition des partis communistes et par un changement radical dans la conduite des luttes sociales.

Mais c'est un chapitre où des divergences entre PCB et PCE(B) ont apparu.

Dans le domaine syndical par exemple, nos camarades à la fin des années 60 et au début des années 70 ont pris des positions en pointe qui étaient en opposition avec celles des responsables syndicaux. Ces luttes, même si elles ont rencontré des limites et subi des défaites, ont aussi contribué à des changements non négligeables : la création d'un statut nouveau pour les délégués syndicaux, avec reconnaissance aussi des assemblées sur les lieux de travail, crédits d'heure de formation syndicale, culturelle et professionnelle, participation généralisée des migrants aux élections sociales comme électeurs et comme éligibles, généralisation des 40 heures etc. Mais avec nos camarades du PCB qui étaient moins enthousiastes, plus prudents, sur les combats de l'époque, et qui ne voulaient pas déplaire autant que nous à l'appareil syndical, il y eut des divergences et des tensions.

Dans le domaine de la politique migratoire, il y eut aussi des divergences. Par exemple sur la question du droit de vote des immigrés aux élections communales (électeurs et éligibles), nous trouvons la position du PCB fort frileuse. Dans certaines

fédérations, on nous parlait plus volontiers de « naturalisation » que du droit de vote ou on nous demandait de faire d'abord notre service militaire... C'était évidemment une politique différente de la nôtre, et là aussi il y a eu des frictions.

Ceci dit, le PCB a toujours soutenu le CLOTI (Comité de liaison des organisations politiques des travailleurs migrants, appuyées par les deux organisations syndicales belges). Ce comité a soutenu l'introduction des Conseils consultatifs comme un premier pas vers le droit de vote.

Il faut dire aussi que le Parti Socialiste a eu une politique bien pire vis-à-vis des droits des travailleurs migrants, ce qui n'encourageait pas le PCB à faire mieux.

D'autres points de friction auraient pu apparaître à propos de la politique internationale : jugement sur l'URSS et les pays de l'Est, position vis-à-vis de la CE etc. Mais les occasions pour ces confrontations ne furent pas nombreuses. Et personne ne tenait non plus à créer des tensions artificielles entre nous.

Voilà donc un survol qui pourra être complété par nos échanges que j'attends avec intérêt.

**Angel ENCISO y BERGÉ,
Ancien responsable du PCE dans le Benelux.**